

# REVUE DE LA PRESSE

## Internationale

---

### SHAMIR TORPILLE BAKER ET SE TORPILLE LUI-MÊME

La décision prise par le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir de saborder sa propre proposition sur la tenue d'élections pour les Palestiniens, présentée comme une première étape vers des négociations pour la paix au Moyen-Orient, a fait tomber à l'eau la première grande initiative diplomatique du secrétaire d'État américain, Jim Baker.

En acceptant un peu trop vite d'insérer dans son plan pour des élections en Cisjordanie et dans la bande de Gaza les restrictions boiteuses mises en avant par les tenants de la ligne dure au sein du Likoud, M. Shamir sape sa propre position dans son pays et abandonne M. Baker dans la mare du Moyen-Orient sans bouée de sauvetage en vue.

M. Shamir a également porté un coup fatal aux espoirs qu'on pouvait nourrir de le voir se transformer un jour en un de Gaulle ou en un Nixon qui délivrerait les forces conservatrices de son pays en imprimant une transformation radicale à la politique nationale. M. Shamir donne l'impression qu'au lieu de délivrer quoi que ce soit, il ne peut que livrer sa propre personne aux extrémistes.

Un pareil échec n'est pas tant tragique

que malvenu pour le bouillant et sévère M. Shamir. Il a par le passé fait preuve d'un réel talent à se sortir de situations bloquées, et il pourrait bien être en train de faire de même sans qu'on s'en aperçoive. Mais, pour l'instant, il semble avoir sabordé son propre plan d'élections à la première occasion venue.

La proposition invitait les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza à élire des représentants en vue d'un dialogue avec Israël sur un plan d'autonomie. La proposition était un élément-clé dans l'effort de bonne volonté de M. Baker destiné à amorcer un dialogue israélo-palestinien qui diminuerait la violence de l'*Intifada* dans les territoires occupés.

Au printemps dernier, soumis à des pressions pour se présenter à Washington avec « quelque chose de neuf », M. Shamir s'est approprié la proposition d'élections du ministre de la Défense Yitzhak Rabin et l'a présentée à M. Baker comme le moyen envisagé par Israël pour mettre fin à l'*Intifada*.

M. Baker a tout de suite perçu les insuffisances de cette proposition d'élections et senti que M. Shamir l'utilisait pour gagner du temps. Mais M. Baker a également perçu la possibilité d'utiliser ce plan pour donner un contenu au dialogue récemment ouvert entre les États-Unis et l'Organisa-

tion de libération de la Palestine à Tunis. Les négociations au sujet des élections pourraient également impliquer des pourparlers directs entre les Israéliens et les résidents de Cisjordanie et de la bande de Gaza — à condition toutefois que M. Shamir se maintienne dans une ambiguïté créative concernant les aspects les plus discutables du plan.

Pour l'administration Bush, c'était une ouverture propice à une nouvelle initiative de paix au Moyen-Orient. L'approche américaine ne se résumait plus à « attendre que les choses parviennent à maturité », le leitmotiv potager qui aura caractérisé les premiers mois de cette administration. La métaphore politique reflétant le rôle qu'entendaient jouer désormais les États-Unis était devenue pastorale : « Faire franchir le gué aux moutons. »

Mais la manière d'agir de M. Shamir a plutôt conduit à briser une patte auxdits moutons. Il a accédé aux demandes des poids-lourds du Likoud comme Ariel Sharon et David Lévy et admis que les résidents arabes de Jérusalem-Est ne soient pas autorisés à voter et qu'aucune élection n'aurait lieu avant que l'*Intifada*, déjà vieille de 18 mois, prenne fin. Aussi peu créatives que peu ambiguës, ces restrictions sont maintenant inscrites dans le programme politique du Likoud.

Le résultat renforce la position de M. Sharon qui proclame qu'intensifier la riposte militaire est le seul moyen de stopper l'*Intifada*. Il voudrait regrouper l'armée israélienne en Cisjordanie, annexer les centres des zones de tir libres sur le reste du territoire. M. Sharon ne fait aucune place à la diplomatie américaine dans son option.

M. Rabin est l'autre bénéficiaire de la retraite tactique de M. Shamir. M. Rabin s'est imposé comme la force dominante au sein du parti travailliste depuis la formation d'un gouvernement de coalition en décembre dernier dans lequel Shimon Pérès, le principal rival de M. Rabin au sein de la direction travailliste, détient les

rênes du ministère des Finances. L'approche originale qu'a M. Rabin de l'*Intifada*, combinée avec son travail sur le premier projet d'élections, ont élargi son audience sur le plan national et lui ont valu le respect des collaborateurs de Baker.

M. Shamir doit maintenant manœuvrer entre ces deux puissants anciens généraux tandis qu'il tente de renouer les liens qu'il a lui-même rompu avec M. Baker, qui peut difficilement être amusé par la reculade du Premier ministre israélien.

M. Baker s'est attaqué à un gros morceau en s'impliquant personnellement dans le processus de paix au Moyen-Orient au cours des premiers mois de la nouvelle administration. Cela lui a valu du respect en Europe. Un responsable allié qui a récemment participé à des discussions avec le président George Bush et M. Baker en est sorti persuadé « *qu'ils avaient adopté une nouvelle vision du problème palestinien et décidé que quelque chose devait être fait pour stopper la spirale vers une violence encore plus grande. La politique basée sur l'idée qu'il fallait maintenir le problème palestinien résolu semble disparaître de l'approche américaine* ».

Le plan des élections enregistrait ce changement d'attitude. Il contenait une reconnaissance implicite du fait que les personnes qui ont mené l'*Intifada* — les habitants de Gaza et de la Cisjordanie — méritent que leurs voix soient entendues dans le débat sur l'avenir de ces territoires. On peut comprendre que cela rende les Israéliens nerveux, surtout dans le climat de secret qui entoure les contacts entre les États-Unis et l'OLP à Tunis pour des raisons qui demeurent obscures.

Mais en s'alignant sur les positions les plus dures du Likoud dans le seul but de dire non à toute ambiguïté sur les élections et l'autonomie, M. Shamir a ouvert une large brèche dans ce qui constituait une initiative américaine prometteuse. C'est une attitude dangereuse. Sans un effort américain crédible en faveur de la paix, Israël se dirigera inexorablement vers

l'acceptation de la politique du gros bâton de M. Sharon concernant l'*Intifada*. M. Shamir peut difficilement vouloir que ce résultat constitue son héritage.

Jim HOAGLAND  
*The Washington Post, IHT, 9 juillet 1989.*

### CETTE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS ISRAÉLIENS MANQUE DE CONFIANCE

Le gouvernement d'unité nationale d'Israël semble, jusqu'ici, devoir survivre à une nouvelle crise. Il survivra en dépit des profonds désaccords qui divisent le Likoud et les travaillistes sur presque tous les dossiers politiques d'importance. Leur association se poursuit par faiblesse, non par force, et pour des raisons d'opportunisme politique, non d'urgence nationale.

Quelle ironie — tragique — de constater qu'à l'instant où se présente une réelle opportunité pour un dialogue avec les Palestiniens, l'histoire trouve Israël au zénith de sa puissance stratégique et au nadir de son leadership.

Le Premier ministre Yitzhak Shamir préside un gouvernement intérimaire, voué à la survie politique, non à l'initiative diplomatique. Il restera au pouvoir et continuera à gouverner par des compromis, non des prises de position. Il tentera de gérer l'*Intifada* déjà vieille de 20 mois plutôt que d'affronter les réalités politiques, de manipuler la politique plutôt que de lui imprimer sa marque.

Yitzhak Shamir, Moshé Arens, Shimon Pérès et Yitzhak Rabin, leurs noms ne seront probablement pas retenus par l'histoire comme ceux des hommes qui auront réglé le conflit israélo-arabe ou même le conflit israélo-palestinien. Ils constituent plutôt une équipe de transition dont le but est de maintenir le statu quo à des coûts acceptables et de ne pas risquer de perdre le pouvoir en prenant position.

Plus déprimant encore est de constater qu'il ne semble pas y avoir d'alternative

viable dans l'immédiat. Des élections ne feraient qu'ajouter des passions, des accusations et de l'emphase à l'atmosphère déjà explosive qui règne en Israël. Même le statu quo, encore que sérieusement bancal, est préférable à une coalition à majorité restreinte menée par le Likoud et dont la survie dépendrait des partis ultra-orthodoxes et ultra-nationalistes au cas où les travaillistes décideraient de quitter le gouvernement.

Si des élections devaient avoir lieu, toutes les indications laissent prévoir que la situation serait bien pire. Les travaillistes pourraient perdre jusqu'à 20 % des sièges qu'ils détiennent, surtout si M. Pérès conservait la tête du parti. Au sein du Likoud, il existe une réelle possibilité d'éclatement et d'émergence d'un bloc d'extrême droite unifié et efficace sous la présidence d'Ariel Sharon. Une telle force pourrait contrôler jusqu'à 30 % des sièges de la Knesset, devenant ainsi l'arbitre de toute politique à venir.

Sur le plan stratégique, Israël n'a jamais autant été en sécurité. Le traité de paix avec l'Égypte continue à produire ses effets ; l'Égypte a retrouvé sa place au sein du monde arabe, bien que le drapeau d'Israël continue de flotter au Caire. Le front jordanien est paisible tandis que la Syrie est isolée, dans un état de fortes tensions avec l'Irak et contenue par les nouvelles attitudes du Kremlin.

Le succès de la zone de sécurité au Sud-Liban est allé au-delà de toutes les prévisions, et l'intensité du terrorisme international à l'encontre des objectifs israéliens et juifs a diminué. En dépit du coût physique, psychologique et économique de l'*Intifada*, les Forces de défense d'Israël conservent leur supériorité qualitative tant sur le plan humain que sur celui de l'équipement.

Les liens d'Israël avec Washington restent solides et ceux avec Moscou s'améliorent de manière consistante.

Cependant le doute se maintient pour ce qui est de la question palestinienne. Les dirigeants israéliens ne semblent pas se